



## **Déclaration de la FSU/CHSCT Académique 24 mars 2020\***

Colère !

La crise sanitaire qui frappe durement notre pays démontre si besoin était l'engagement sans faille des services publics et de celles et ceux qui les font vivre. Cet engagement est d'autant plus remarquable qu'il vient après trois ans d'attaques fortes du gouvernement contre les fonctionnaires, leur nombre trop important, leur temps de travail, la volonté de distinguer ceux qui seraient «méritants » et les autres, un salaire toujours en régression face à l'inflation...

Ce qu'il se passe actuellement est un cinglant démenti à toute la politique néfaste menée depuis 3 ans. Il sera essentiel de s'en souvenir lorsque ces moments difficiles seront à conjuguer au passé.

Le service public de l'éducation répond lui aussi présent...mais il le fait malgré son ministre.

En effet, depuis le début de la crise, M Blanquer semble complètement coupé des réalités du terrain et du gouvernement.

Nous ne nous attarderons ni à faire la longue liste des déclarations et des consignes données par M Blanquer parfaitement en contradiction avec celles du Président, du Premier ministre ou du ministre de la Santé, quand elles ne sont pas en décalage avec celles qu'il a faites lui-même la veille, ni à chercher à comprendre ce qui motive un telle déconnexion.

Par contre, nous ne pouvons que dénoncer avec colère les effets que de telles déclarations et consignes ont eu et continuent d'avoir sur le terrain :

- consignes différentes données selon les académies, les départements et les établissements, générant stress, doutes et confusions
- affirmation péremptoire sur la continuité pédagogique et son effectivité immédiate..qui s'est vite heurtée au mur de l'ENT
- mise en danger des personnels, le principe hiérarchique semblant parfois plus important que le principe de précaution le plus élémentaire, plus important que la santé même des personnels, des réunions ayant continué de se tenir malgré les consignes, des personnels ayant été sommés de se rendre sur leur lieu de travail sans aucune utilité ou alors qu'un télétravail était possible.
- mise en place dans certains établissements d'un contrôle tâillon mais parfaitement inadapté du travail à distance des personnels
- pire, il semble que des consignes aient été données ce week-end aux inspecteurs, avec des degrés différents suivant les académies et les départements, pour inciter à

permettre des échanges de documents entre enseignants et familles en direct dans les écoles, sous prétexte d'un « motif familial impérieux ». Certains iraient même plus loin en demandant aux directeurs de remplir des autorisations de déplacement pour les familles. Si la mise en place de telles mesures a été ne serait-ce qu'effleurée dans notre académie, nous exigeons leur retrait. Il serait inacceptable que des agents publics se voient ainsi sommés par leur hiérarchie de contribuer à contourner les règles qui structurent le confinement, alors que de nouvelles mesures le durcissent encore ce 24 mars.

Il est grand temps de revenir à la raison. La FSU nationale a écrit au premier ministre afin que notre ministère ne mette plus en situation d'extra-territorialité sanitaire ses personnels. Il est plus que nécessaire de comprendre enfin que l'exposition au virus peut avoir des effets bien plus immédiats et définitifs que le manque de quelques heures de cours dans telle ou telle discipline. Enfin, la FSU s'inquiète des effets à moyen terme sur la santé des personnels de ce télétravail, mais aussi du sentiment d'isolement qui peut légitimement être ressenti lorsqu'on est confiné seul chez soi et que le collectif de travail que constitue l'établissement ne remplit plus son rôle protecteur. La FSU demande donc à Mme la Rectrice de tout mettre en œuvre pour anticiper sur les effets néfastes que vont vivre les collègues.

*\*CHSCTA tenu en visio-conférence suite aux mesures de confinement*